

Négociations UE-Etats-Unis

La santé, l'environnement et le climat ne sont pas négociables

20 février 2020

Plus de 100 organisations de la société civile réclament l'arrêt des négociations commerciales, qui mettront encore plus en péril les règles européennes en matière de santé et d'environnement et aggraveront la crise climatique.



Les organisations de la société civile demandent l'arrêt des négociations commerciales entre l'Union européenne et les Etats-Unis, qui mettront encore plus en péril les règles européennes en matière de santé et d'environnement, et aggraveront davantage la crise climatique. Un changement de cap est nécessaire.

Nous avons suivi avec incrédulité et déception les récents pourparlers, entre la Commission européenne et les autorités américaines, sur un nouvel accord commercial. Nous constatons que la Commission est prête à répondre aux demandes de M. Trump visant une réduction du niveau de sécurité sanitaire des aliments en UE, au détriment de la santé publique, du bien-être

des animaux et de l'environnement, et ainsi à compromettre les engagements de l'UE en matière de changement climatique.

La crainte de voir le président américain imposer des droits de douane élevés sur les voitures européennes ne peut servir d'excuse pour mettre en péril l'intérêt public. Ce changement de paradigme manifeste de la Commission, qui fait surface après des mois de négociations à huis clos, largement à l'abri de l'examen public, est très alarmant. Nous appelons les gouvernements et les parlementaires de l'UE à pousser la Commission à changer de cap. Il doit être clair, pour l'administration américaine, que nos niveaux de protection en termes de santé publique et d'environnement ne sont pas à vendre.

La pression exercée par les négociateurs américains sur l'UE, pour qu'elle abaisse ses normes, n'est pas nouvelle. Des déclarations récentes du secrétaire américain à l'agriculture, M. Perdue, ont indiqué que tout accord dépendrait de concessions de l'UE pour autoriser la viande rincée à l'acide ou au chlore, ou traitée aux hormones, les résidus de pesticides dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, ou encore le démantèlement des règles de protection sur les OGM.

La réponse de l'UE est, quant à elle, nouvelle. Lorsqu'un accord de libre-échange global (TAFTA) était en négociations avec les États-Unis, la Commission avait affirmé qu'elle n'abaisserait pas les normes européennes. Mais les récentes déclarations du commissaire au commerce, Phil Hogan, sur les négociations actuelles, montrent une approche différente. Il a mentionné qu'une « longue liste d'obstacles réglementaires dans le domaine de l'agriculture » pourraient être levés, dans le cadre d'un accord.

Mais ces « barrières réglementaires » sont en place pour de bonnes raisons : nos règles sur les pesticides, et les hormones chimiques dans la viande, sont là pour protéger notre santé et l'environnement. Nos restrictions sur les OGM protègent la biodiversité et les consommateurs. Nos restrictions sur la viande traitée au chlore ou à l'acide protègent le bien-être des animaux et la sécurité sanitaire des aliments. L'engagement des citoyens européens en faveur du principe de précaution a été vivement confirmé lors du débat public sur le TAFTA. Cet accord de libre-échange n'aurait pas survécu à un vote démocratique au sein de l'UE s'il avait comporté des concessions de l'ampleur de celles exigées aujourd'hui par les États-Unis.

La Commission se dirige, une fois de plus, dans la direction opposée à tout type de « Green Deal » européen, stratégie globale qui comprend plusieurs dimensions désormais visés par les États-Unis. Par exemple, en vertu d'un « Green Deal », l'UE doit s'efforcer de « réduire de manière significative l'utilisation et les risques liés aux pesticides chimiques ». Les appels répétés du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), et de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), en faveur d'une agriculture soutenable, renforcent encore cet engagement. Pourtant, la Commission n'a pas rejeté les demandes des États-Unis de réduire les règles en la matière, et risque donc de soutenir le type d'agriculture le plus polluant. De plus, étant donné que l'approche conciliante de la Commission vise à protéger les exportations de voitures européennes, notoirement nuisibles au climat, la promesse du « Green Deal » européen pour une agriculture et un commerce plus vert semble maintenant être minée par la Commission elle-même.

En outre, la Commission n'a même pas de mandat pour mener des négociations sur ces questions. Le mandat adopté en avril 2019 ne laisse aucune place aux négociations sur les normes alimentaires et autres normes de sécurité. Le commissaire au commerce, M. Hogan, a déclaré qu'il « essayait de voir comment, grâce à la coopération réglementaire, nous pourrions examiner les barrières non tarifaires pour mettre les questions agricoles sur la table ». Cela suggère que le commissaire souhaite établir un dialogue continu et discret, en coulisses, pour trouver des moyens de répondre aux demandes des États-Unis, et pour lesquelles il a le

soutien de certains États membres. Nous devons nous y opposer. Une telle approche saperait les lois et les procédures de l'UE convenues il y a des décennies, et ne respecterait pas le cadre du mandat actuel. Enfin, elle ne devrait pas se trouver dans un nouveau mandat.

À la lumière de ce qui précède, nous demandons aux gouvernements européens au sein du Conseil de l'UE, et aux parlementaires, de veiller à ce que nos préoccupations concernant la protection des droits du travail et de l'environnement, la transparence, et la participation de la société civile soient honorées. Nos représentants élus doivent exiger une révision des négociations commerciales actuelles avec les États-Unis. L'UE doit faire comprendre, sans équivoque, au gouvernement américain, que nos niveaux de protection de la santé publique et de l'environnement ne sont pas à vendre, que nous ne succomberons pas aux menaces, et que la politique commerciale doit accorder la priorité aux personnes, à l'environnement et au climat.

Signataires :

Allemagne

PowerShift e.V.
Campact
BUND KG Bonn
Kölner Bündnis für gerechten Welthandel
Zukunftskonvent
Forum Umwelt & Entwicklung
Bonner Bündnis gegen TTIP & Co - für solidarischen Welthandel
Arbeitskreis Freihandelsfalle von Attac München
Berliner Wassertisch
Sozial- und Schuldnerberatung

Autriche

Attac Austria
Katholische ArbeitnehmerInnen Bewegung Österreich
Allianz gerechtes Handeln
Transform!at
Aufstehn.at - Verein zur Förderung zivilgesellschaftlicher Partizipation
Center for Encounter and Active Non-Violence
GLOBAL 2000 - Friends of the Earth Austria
Evangelische Kirche Hallein
Anders Handeln

Belgique

CNE
vzw Climaxi
D19-20
CNE
Entraide et Fraternité
11.11.11
European Federation of Public Service Unions (EPSU)
CNCD-11.11.11
Mouvement d'Action Paysanne

Danemark

Global Aktion

Espagne

ASiA-Associació Salut i Agroecologia
Campanya Catalunya No als Tractats de Comerç i Inversió

Campaña No a los Tratados de Comercio e Inversión
Ecoogistas en Acción
Coag (Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos)
CONFEDERACIÓN GENERAL DEL TRABAJO(CGT)

Europe

ClientEarth
Africa Europe Faith & Justice Network
Corporate Europe Observatory
Slow Food Europe
Seattle to Brussels Network
European Environmental Bureau
Friends of the Earth Europe

France

AAF-PSO
Africa Europe Faith and Justice Network France
Aitec
Alofa tuvalu
Amis de la Terre France
Attac France
Banana Link
BLOOM Association
Collectif Stop-Tafta
Comité Pauvreté et politique
Commerce Équitable France
Committee in Solidarity with Indigenous Peoples of the Americas (CSIA-Nitassinan)
Confederation paysanne
Confederation paysanne 24
Emmaüs International
Fédération Artisans du Monde
France Nature Environnement
réseau Roosevelt IDF
Réseau Foi & Justice Afrique Europe antenne France
Sherpa
Veblen Institute
Youth and Environment Europe

Galice

Confederacion intersindical Galega (CIG)

International

foodwatch international
Grain
Greenpeace
Institute for Agriculture and Trade Policy

Grèce

NatureFriends

Hongrie

Towards Sustainability Association
Clean Air Action Group
Zöldövezet Társulás Környezetvédelmi Egyesület
Green Circle of Pécs

Fauna Alapítvány
New Hempage jdo
Eletfa Environmental Protection Association
Civilek a Mecsekért Mozgalom
Environmental Planning and Education Network
Ararát Teremtésvédelmi Munkacsoport (Ararat Care for Creation Workgroup)
FEDERATION OF UNITED TRADE UNIONS IN THE ELECTRIC ENERGY INDUSTRY
Szombathely-Herény K. Cs. S Egyesület
Védegylet Egyesület
Tanácsadók a Fenntartható Fejlődésért
Vision Association
Holocén Természetvédelmi Egyesület
Közép-magyarországi Zöld Kör
REFLEX Környezetvédő Egyesület
Magyarországi Éghajlatvédelmi Szövetség
Karátson Gábor Kör
Magyar Természetvédők Szövetsége / Friends of the Earth Hungary
Heroes of Responsible Dining Foundation
Csalán Egyesület
Gyermekláncfű Kézműves, Oktatási és Környezetnevelési Egyesület
Fényszaruiak Baráti Egyesülete
Zöld Akció Egyesület (Green Action)
Magosfa Foundation
Profilantrop Association

Irlande

Good Energies Alliance Ireland
Feasta: the Foundation for the Economics of Sustainability
Irish Seed Savers Association CLG
Fracking Free Clare
An Claiomh Glas
An Taisce - the National Trust for Ireland

Italie

Fairwatch
Stop TTIP/CETA Italia
transform! italia

Lettonie

Latvian Fund for Nature

Luxembourg

Mouvement Ecologique asbl

Pays-Bas

Both ENDS
Transnational Institute

Pays Basque

ELA

Pologne

We&waste
Instytut Globalnej Odpowiedzialności (IGO)
Stowarzyszenie Rozruch

Pro-Terra Foundation

Portugal

TROCA- Plataforma por um Comércio Internacional Justo
ZERO - Association for the Sustainability of the Earth System

Slovaquie

CEPTA
SOSNA

Slovénie

Umanotera
Focus Association for Sustainable Development